

Actes du colloque

«PÉRIMÈTRES DE PROTECTION : MODE D'EMPLOI»



17340

*Saint-Brieuc,
14 et 15 Octobre 1992*

Colloque organisé par

Conseil général
des Côtes d'Armor



&



Information sur le
développement,
l'environnement et
l'aménagement local

Avec le soutien de



agence de l'eau loire-bretagne



et le concours de



et le Syndicat départemental d'alimentation en eau potable des Côtes d'Armor



Sommaire

Ouverture par M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la Mer, président du Conseil général des Côtes d'Armor	7
Le département des Côtes d'Armor	9
L'association IDEAL	14
L'Agence de l'eau Loire-Bretagne	16
Programme	17
Allocution de M. Claude Saunier, sénateur-maire de Saint-Brieuc	23

INTERVENTIONS DE LA SEANCE PLÉNIÈRE

Le rôle des collectivités locales dans la mise en place des périmètres de protection

M. Jean Dépagne, hydrogéologue, mission eau-nitrates, ministère de l'Environnement 27

Le bilan de la mise en place des périmètres de protection en France

M. Jean-Luc Godet, ingénieur sanitaire, ministère de la Santé et de l'Action humanitaire 32

La situation des procédures de périmètres de protection en Europe

M. Jean-Claude Roux, chargé de mission, département environnement,
Bureau de recherches géologiques et minières 38

La politique des Agences de l'eau en matière de protection des points d'eau

M. François Dubois de la Sablonière, directeur de la protection des eaux,
Agence de l'eau Loire-Bretagne 59

Atelier 1

LE CHOIX D'UNE DÉMARCHE DE PROTECTION

La démarche utilisée dans les Côtes d'Armor

M. Gilles Marjolet, chef du service de la gestion des ressources en eau et des assistances techniques,
service départemental de l'agriculture et de l'environnement, Conseil général des Côtes d'Armor 65

Le contrat d'objectif

M. Philippe Chappé, ingénieur sanitaire, service santé environnement, DDASS Lozère 67

Le contrat de nappe d'Alsace

M. Marc Lévy, chargé d'études, Conseil régional d'Alsace 68

La protection de la ressource dans le département de l'Hérault : une politique globale

M. Stéphane Bailly, rédacteur chargé de la protection des captages à la direction des services techniques, direction de l'eau et des équipements communaux, Conseil général de l'Hérault 70

Les périmètres de protection "clefs en main"

M. Francis Prudhomme, ingénieur, chargé de mission environnement, Conseil général de la Somme 71

Atelier 2

LES CONFLITS D'USAGE

Agriculture et périmètres de protection

M. Jean Salmon, président de la Fédération départementale des exploitants agricoles des Côtes d'Armor, président de la commission Environnement de la Chambre régionale d'agriculture de Bretagne 75

Irrigation et alimentation en eau potable

M. Alexis Delaunay, ingénieur du génie rural et des forêts, DDAF Vienne 77

Nappes transfusées et captages condamnés

M. Jean-Paul Vacher, hydrogéologue, DDAF Charente-Maritime 79

Périmètres de protection et développement urbain

. L'exemple de la ville de Lyon

Mme Brigitte Moissonnier, ingénieur sanitaire, DDASS Rhône 81

. L'exemple de la ville de Grenoble

M. Jean-Luc Potelon, ingénieur sanitaire, DDASS Isère 83

Aménagements routiers

M. Martin de Wissocq, chargé de mission environnement, ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de l'Espace 85

Atelier 3

LES PROCÉDURES UTILISÉES

Le rôle de l'hydrogéologue agréé

M. Jean Carré, professeur hydrogéologue à l'École nationale de la santé publique de Rennes 89

L'inscription des servitudes à la conservation des hypothèques

M. Marcel Héry, directeur de la formation continue à l'École nationale des ingénieurs des travaux ruraux et des techniques sanitaires de Strasbourg 91

L'intervention d'un opérateur foncier : la SAFER de Bretagne

M. Hervé Prigent, directeur de la SAFER de Bretagne 98

L'acquisition dans le cadre d'une procédure amiable pour une source privée : Vittel

M. Jacques Couturieux, responsable du département hydrogéologie-ressources, service des eaux, Société générale des eaux minérales de Vittel 100

L'exemple de la SAGEP

M. Antoine Montiel, ingénieur hydrologue, Société anonyme de gestion des eaux de Paris 101

Gel des terres et mesures d'accompagnement dans la réforme de la Politique agricole commune

M. Jean-Michel Baillon, chargé d'études, direction de l'espace rural et de la forêt, ministère de l'Agriculture et de la Forêt 103

Atelier 4

LA MISE EN PLACE DES PÉRIMÈTRES

Le protocole d'indemnisation du département des Côtes d'Armor

M. Thierry Burlot, technicien supérieur, service de la gestion des ressources en eau et des assistances techniques, service départemental de l'agriculture et de l'environnement,

Conseil général des Côtes d'Armor 109

Le coût des périmètres de protection

M. François Dubois de la Sablonnière, directeur du service de protection des eaux,

Agence de l'eau Loire-Bretagne 115

La mise en place d'indicateurs d'efficacité

. La recherche d'indicateurs

M. Gilles Sauvaget, ingénieur sanitaire, DDASS Côtes-d'Armor 116

. L'exemple de Seine-Normandie

M. René Delouvé, responsable du service agriculture, direction études et recherche,

Agence de l'eau Seine-Normandie 121

L'évaluation des périmètres de protection en France

M. Jean-Claude Roux, chargé de mission, département environnement,

Bureau de recherches géologiques et minières 124

Remarques de M. Alcayde

hydrogéologue, membre de la Section des eaux du Conseil supérieur d'hygiène publique de France 128

Conclusion des rapporteurs

Atelier 1 : Le choix d'une démarche de protection

M. Bernard Brillet, directeur régional de l'environnement, DIREN de Bretagne 131

Atelier 2 : Les conflits d'usage

M. René Seux, professeur, chef de département, directeur du Laboratoire d'étude et de recherche en

environnement et santé, Ecole nationale de la santé publique de Rennes 134

Atelier 3 : Les procédures utilisées

M. Jean-Marie Angotti, directeur du service départemental d'agriculture et d'environnement,

Conseil général des Côtes d'Armor 139

Atelier 4 : La mise en place des périmètres

M. Jean-Louis Rivoal, chef de l'antenne de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne à Saint-Brieuc 141

Conclusions de M. Festy

directeur du Laboratoire d'hygiène de la ville de Paris, président de la section des eaux du Conseil supérieur

d'hygiène publique de France 145

Clôture

M. Charles Josselin, Secrétaire d'Etat à la Mer, président du Conseil général des Côtes d'Armor 147

Synthèse des observations et des propositions du Conseil général des Côtes d'Armor

M. Gilles Sauvaget, ingénieur sanitaire, DDASS Côtes-d'Armor 1 5 1

Résultats de l'enquête sur les périmètres de protection 157

Liste des participants 163